

Suite au pogrom du 7 octobre 2023, perpétré par les terroristes islamistes du Hamas, l'Etat d'Israël, menacé dans son intégrité, a déclenché la guerre à Gaza pour éradiquer, une bonne fois pour toutes les terroristes palestiniens.

Une décision jugée « antisémite »...

Aujourd'hui, le monde entier après avoir dénoncé les mêmes terroristes islamistes après le 7 octobre 2023, en arrivent à condamner la réaction du président israélien qui sait que tout arrêt avant la fin définitive du Hamas, serait une défaite. De nombreux chefs du Hamas ou du Hezbollah au Liban sont morts depuis. La réaction de défense d'Israël pourrait être logique après les scènes odieuses du massacre du 7 octobre... La réponse de l'intéressé ne s'est pas faite attendre. Benjamin Netanyahu a estimé que la décision de la CPI était « antisémite » et a déclaré qu' « Israël rejette avec dégoût les actions absurdes et les accusations mensongères de la part de la CPI ». Le président hébreu a déclaré que « les juges sont animés par une haine antisémite à l'égard d'Israël ». Il a rapproché cette décision de la CPI « à un procès Dreyfus d'aujourd'hui qui se terminera de la même façon ». En Israël, cette procédure de la CPI a déclenché la consternation et la colère.

Rejet des USA, Hongrie, Autriche, Argentine...

Ce mandat d'arrêt concerne aussi l'ex-ministre de la Défense israélienne, Yoav Gallant, ce qui obligerait les 124 pays membres à arrêter les deux hommes s'ils venaient à passer par leurs Etats. Le procureur de la CPI, Karim Khan, a élargi cette procédure à Mohammed Deif du Hamas qui selon les Israéliens, aurait été tué lors d'une frappe le 13 juillet dernier dans le Sud de Gaza. Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a affirmé que les décrets de la CPI devaient « être appliqués ». L'Italie, l'Espagne et la Turquie ont déjà assuré qu'ils se soumettraient à cette demande. Mais pas la Hongrie, l'Autriche ou l'Argentine tout comme les Etats-Unis qui ont rejeté avec force, cette décision, estimant « la CPI incompétente juridiquement pour lancer de tels mandats contre les hauts responsables d'un pays démocratique comme Israël ». Après cette décision considérée comme une injustice, la CPI se serait durablement discréditée et nul doute qu'avec l'avènement de Donald Trump, la participation des USA à cette structure pourrait être réexaminée dans un sens négatif...

Pascal Gaymard

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité